

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2018	2019 (INE)	2020 (Budget rectificatif)
Croissance PIB (%)	2,6	2,2	- 6,9
Solde public (% du PIB)	- 0,4	+ 0,2	- 6,3
Solde primaire (% du PIB)	2,7	3,4	- 3,2
Dette (% du PIB)	121,9	117,7	134,4
Taux de chômage (% PA)	7	6,5	9,6
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1	0,3	- 0,2

Indicateurs du commerce extérieur	Juin 2020
Exportations de biens (Md€, Banco de Portugal)	25,2 (- 17,1 % en g.a**)
Importations de biens (Md€, Banco de Portugal)	32,6 (- 19,7 % en g.a.)
	Juin 2020
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	10,1 (- 34,8 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	6,5 (- 22 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

** Glissement annuel

MACROECONOMIE

- Le ministre des Finances estime que « le pire est encore à venir » en matière d'emploi

Le ministre des Finances, João Leão, a estimé que l'économie portugaise avait « déjà touché le fond » et que les signes de récupération au 3^{ème} trimestre étaient « au-delà des espérances » citant notamment l'augmentation des paiements enregistrés par le réseau *Multibanco*, la hausse des recettes de l'impôt sur le revenu et des exportations. Il a cependant appelé à la prudence dans un contexte de grande incertitude. Concernant le taux de chômage, il a estimé que le « pire était à venir » et anticipe un taux de chômage de l'ordre de 9 à 10 % en 2020-2021.

- Les indicateurs composites avancés de l'OCDE pointent vers une reprise lente

Après une reprise significative de l'activité économique en juin par rapport aux mois d'avril et mai, la tendance à une amélioration se maintient mais ralentit, globalement et au Portugal en particulier. Les [indicateurs composites avancés publiés par l'OCDE](#), qui reflètent une première tendance de l'activité économique avant la publication des données sur le PIB, montrent un ralentissement de la reprise en juillet/août au Portugal, l'indicateur ayant quasiment stagné depuis juin, passant de 94,6 à 95,5 points en juillet puis 95,6 points en août. Ces chiffres corroborent la tendance dessinée par les indicateurs de climat économique de l'Institut National de Statistiques (INE) et accréditent l'idée d'une reprise lente.

- Selon Kenneth Rogoff, « le risque de crise de la dette au Portugal est très faible »

Dans un [entretien à l'hebdomadaire *Expresso*](#), l'économiste américain Kenneth Rogoff, qui avait défendu une restructuration de la dette des pays du Sud de l'Europe lors de la précédente crise financière, estime que le risque d'une nouvelle crise de la dette à court terme est très faible. Il considère cependant que la dépendance au tourisme des pays périphériques, dont le Portugal, rend nécessaire une « aide financière à moyen terme » au niveau européen pour accompagner la reprise. Il défend également une politique plus agressive de la part de la BCE qui devrait, selon l'économiste, réduire davantage les taux d'intérêt jusqu'en territoire négatif. Il défend également une conversion

des titres de dette portugais détenus par la BCE en titres de dette perpétuelle tout en soulignant qu'il s'agit d'une décision relevant de la politique budgétaire - et donc des gouvernements nationaux - plutôt que de la politique monétaire.

POLITIQUE BUDGETAIRE

- **Les négociations sur le Budget 2021 ont commencé**

Les négociations parlementaires pour parvenir à un projet de Budget pour 2021 sont en cours, le Premier ministre (Parti Socialiste), António Costa, a appelé ses anciens partenaires de coalition à la responsabilité, estimant que la « réponse à la crise ne passerait pas par l'austérité » ni « la remise en question des progrès réalisés depuis 2015 ». Il a indiqué que « c'est avec les partis, qui, avec nous, ont tourné la page de l'austérité que nous voulons poursuivre sur le chemin commencé en 2015 [...] ». Le Premier ministre souhaite en effet parvenir à un accord qui garantirait le soutien des partis de gauche pour le reste de la législature, amenant plusieurs commentateurs à évoquer la résurrection de la « *geringonça* », du nom de l'ancienne coalition de gauche qui rassemblait le PS, le PCP, le Bloc de Gauche et les Verts.

Dans [un entretien à la chaîne de télévision RTP](#), le ministre des Finances João Leão, ancien secrétaire d'Etat au Budget et habitué des négociations parlementaires sur le sujet, a déclaré que les négociations avec les partis de gauche se déroulent « assez bien » et se dit confiant pour l'adoption d'un « Budget de gauche » qui « n'ajoute pas une crise à la crise ». Concernant l'augmentation des salaires, notamment du salaire minimum, réclamée par les partis de gauche, le ministre a promis une concertation sociale pour en discuter considérant qu'il existait une marge de manœuvre. Il a affirmé que la « grande priorité » était de relancer l'économie, l'emploi et les revenus de manière « responsable » afin de maintenir des conditions de financement favorables pour le Portugal.

Pour rappel, le Bloc de gauche a placé la révision du droit du travail au centre des négociations, exigeant également que le gouvernement "se conforme" aux mesures convenues dans les budgets précédents. Concernant le PCP, bien que le parti ait voté contre le budget rectificatif de 2020, les communistes se sont dits ouverts à la négociation pour le prochain budget et donnent la priorité au droit du travail et aux hausses de salaires en 2021.

- **Les arriérés de paiement ont diminué de 299 M€ en juillet par rapport à 2019**

Selon [la synthèse mensuelle de la Direction Générale du Budget](#), fin juillet les arriérés de paiement des administrations publiques s'élevaient à 484,4 M€ soit une diminution de 299 M€ par rapport à 2019. La baisse est surtout permise par le règlement des arriérés de paiement hospitaliers. La Secrétaire d'Etat adjointe à la Santé, Jamila Madeira, a indiqué que les investissements réalisés par le Système National de Santé (SNS) au printemps, dans le cadre de la lutte contre la pandémie, ont permis de réduire le volume d'arriérés de paiement du SNS « au plus bas depuis 10 ans ».

- **L'IGCP a placé 1,21 Md€ de titres à long terme**

L'agence de gestion de la dette portugaise (IGCP), a réalisé 2 émissions de titres de dette, à 10 et 25 ans, le 9/09. Le trésor portugais a placé 964 M€ à 10 ans sur les marchés à un taux de 0,329 % avec une demande 2,2 fois supérieure à l'offre. Concernant les obligations à 25 ans, 247 M€ ont été placés à un taux de 1,045 % et une demande 3,4 fois supérieure à l'offre. La dernière émission de titres à 25 ans date de juillet 2019. L'IGCP avait alors placé 270 M€ à un taux moyen de 1,426 %. La dernière émission de titre à 10 ans date du 26 août pour un taux de 0,336 %. Les taux de référence

à 10 ans restent relativement stables depuis plusieurs mois, avec une légère tendance à la baisse. Les dispositifs de soutien européens, notamment la politique de la BCE et le plan de relance, permettent au Portugal de maintenir des conditions de financement favorables pour le moment.

SECTEUR BANCAIRE

- **Deloitte a remis son audit sur la gestion de BES/Novo Banco**

Le rapport d'audit spécial remis par le cabinet *Deloitte*, révèle des pertes nettes de 4,04 Mds€ entre le 4 août 2014, un jour après la résolution de *BES (Banco Espírito Santo – Novo Banco)*, et le 31 décembre 2018 et « décrit un certain nombre de graves lacunes et insuffisances » dans la gestion de la *BES* en matière de prêts et d'investissements en actifs financiers et immobiliers jusqu'en 2014. Lors d'une conférence de presse, le directeur général de *Novo Banco*, António Ramalho, a déclaré que 95 % des pertes mentionnées dans l'audit de *Deloitte* étaient dues à des actifs antérieurs à 2014, c'est-à-dire qui appartenaient à *BES* et qui ont été transférés à *Novo Banco* lors de la résolution.

L'audit a analysé la gestion de la banque de 2000 à 2018. Selon l'audit, les pertes de *Novo Banco* proviennent principalement de la période précédant la résolution, sous la direction de Ricardo Salgado. Cependant des zones d'ombres subsistent, notamment l'identité des débiteurs ayant causé des pertes bancaires de plus de 2 Md€ comme souligné par la députée du Bloc de Gauche, Mariana Mortágua. Elle a notamment déclaré que « le Parlement ne sait toujours pas, lors de l'analyse des opérations de crédit réalisées par *BES* et Ricardo Salgado, qui étaient les clients qui ont bénéficié de ces conditions de crédit. Aujourd'hui, grâce à d'autres commissions d'enquête, nous pouvons deviner qui elles sont [...] Ce sont des opérations liées à BCP, à Portugal Telecom et même liées au football ».

Rui Rio (PSD) et Mariana Mortágua, ont par ailleurs insisté sur le manque d'informations concernant la gestion après la résolution de la banque en 2014 et surtout après 2017 lors de la vente au fonds américain *Lone Star*, suivie de soutiens financiers réguliers de la part de l'Etat portugais au travers du Fonds de Résolution. Le rapport relève des pertes conséquentes sur un certain nombre d'actifs problématiques que la banque a vendus ces dernières années, entraînant des injections de plusieurs millions d'euros de fonds publics. Ces ventes soulèvent des questions notamment à savoir si elles auraient pu être évitées et l'identité des acheteurs finaux.

Or, le Premier ministre avait déclaré au Parlement que si cet « audit indiquait que *Novo Banco* avait commis des erreurs de gestion et que les injections qui sont faites sont injustifiées, le Fonds de résolution aurait toute légitimité pour récupérer l'argent qu'il a déboursé ». C'est précisément les conclusions du rapport d'audit sur cette période qui pourraient justifier ou non de nouvelles injections de capitaux ou des réclamations. Le ministre des Finances a déclaré qu'il était encore prématuré d'évoquer de nouvelles injections dans *Novo Banco* l'année prochaine et n'a pas répondu sur l'éventuelle inclusion de lignes budgétaires pour la banque dans le budget 2021.

Pour rappel, à ce jour, le Fonds de résolution, financé par le secteur bancaire et par des prêts publics, a déjà injecté dans *Novo Banco* environ 3 Mds€ sur les 3.9 Mds€ sous forme de prêts, prévus dans le mécanisme de capital conditionnel. Récemment, le Parlement a [publié une version rédigée et amendée du rapport](#) excluant certains éléments sensibles.

- **Le décret-loi encadrant la nouvelle banque de développement portugaise a été publié**

Le [décret-loi](#) qui détermine le fonctionnement de la nouvelle « Banque Portugaise de Développement » (*Banco de Fomento*) a été publié le 7 septembre au Journal Officiel. La banque

devrait entrer en activité en novembre, elle fusionnera notamment deux institutions orientées vers le développement des PME portugaises : l'Institution Financière de Développement (IFD) et *PME Investimentos*. Elle sera dotée d'un capital de 255 M€ et pourra réaliser des opérations de crédit direct, gérer les garanties publiques ou encore apporter des aides à l'exportation et à l'internationalisation des entreprises. Le décret-loi détaille en effet le rôle de la nouvelle institution sur laquelle le gouvernement portugais compte pour aider les entreprises à faire face à la crise et à accompagner leur reprise.

Conformément aux exigences européennes, la banque devra soutenir les entreprises en difficultés « dans des conditions de marché » (i.e. avec un seuil de rentabilité acceptable pour un opérateur privé) afin de ne pas induire de « distorsions de marché » bien que la banque prendra également en compte des « dividendes sociaux plus larges, potentiellement au prix d'une rentabilité financière moindre ». La banque sera donc tenue d'investir dans des projets qui garantissent un retour sur investissement suffisant et ne pourra pas assumer de position majoritaire dans les institutions aidées.

SECTORIEL

- **Les entreprises portugaises n'ont remporté que 20 % des grands travaux depuis le début de l'année**

Selon les données relayées par [Negócios](#) et tirées du portail *Base* qui recense les contrats publics, les entreprises espagnoles du BTP ont remporté près de 72 % du montant des contrats de grands travaux publics (i.e. supérieurs à 10 M€) depuis le début de l'année. Sur les 11 grands contrats publics lancés entre janvier et août 2020, les entreprises portugaises n'en ont remporté que 4 pour un montant de 166 M€ (sur un total de 760 M€). Les entreprises espagnoles du secteur ont remporté pour 544 M€ de contrats, renforçant leur domination sur le marché de la construction au Portugal. La tendance s'accroît depuis 2018 : cette année-là les entreprises portugaises avaient remporté plus de 60 % des contrats, puis seulement 25 % en 2019. Le projet le plus important remporté par les Portugais a été le deuxième lot de la construction de la ligne circulaire du métro de Lisbonne attribué à *Mota-Engil/Spie Batignolles* (73,5 M€).

Depuis la crise de la dette, de nombreuses entreprises portugaises du BTP ont perdu du terrain voire ont été évincées du marché national face notamment à la concurrence des entreprises étrangères et en particulier des cinq entreprises surnommées « l'armada espagnole » (*FFC, Ferrovial, Dragados, Sacyr et Acciona*) qui dominent désormais le marché portugais avec une politique de prix agressive.

- **Le Royaume-Uni exclut de nouveau le Portugal de la liste des « couloirs aériens »**

Après avoir décidé le 4 septembre de maintenir le Portugal continental sur la liste des couloirs aériens qui exemptent les voyageurs de quarantaine à leur arrivée en Angleterre, les autorités britanniques sont finalement revenues sur leur décision le 10 septembre. Dans un premier temps, elles avaient expliqué avoir privilégié le taux de tests positifs comme critère pour « ne pas pénaliser les pays qui réalisent beaucoup de tests ». Depuis, l'aggravation de la situation sanitaire a justifié la volte-face des autorités anglaises. Pour rappel le Royaume-Uni avait placé le Portugal sur la liste des « pays sûrs » le 20 août, le taux de tests positifs ayant diminué de 1,8 % à 1,6 % entretemps. Pour leur part, le Pays de Galles et l'Ecosse avaient décidé d'exclure le Portugal continental dès le 4 septembre. Notons cependant que Madère et les Açores sont toujours inclus dans les couloirs aériens du Royaume-Uni.

- **La Portugal est n°4 mondial pour la part de l'éolien et du solaire dans la production d'électricité**

Selon des [données de Bloomberg New Energy Finance](#), 75 % des capacités de production d'électricité installées dans le monde en 2019 correspondent à des modes de production renouvelables, le quart restant correspondant à des énergies fossiles. Le solaire constitue la majorité des nouvelles centrales (45 %). En termes de taux de pénétration du solaire et de l'éolien, le Portugal se place au 4^{ème} rang mondial, à égalité avec le Royaume-Uni, selon les données *Bloomberg* relayées par le quotidien national espagnol [El País](#), le solaire et l'éolien représentant 28 % de la production d'électricité totale en 2019, derrière l'Uruguay (32 %), l'Irlande (33 %) et le Danemark (55 %).

- **La prospection d'hydrocarbures au Portugal prend fin**

Selon une source du ministère de l'Environnement portugais, citée par le [Jornal Económico](#), il n'y aura plus de nouveaux contrats de prospection de pétrole ou de gaz au Portugal. La déclaration faisait suite à la décision annoncée le 7 septembre, de l'entreprise *Australis Oil & Gas* de renoncer aux contrats de concession pour la prospection et l'exploitation d'hydrocarbures (gaz naturel) à Batalha et Pombal. Le groupe australien avait en effet remporté en 2015 deux concessions sur une durée de 8 ans pour l'exploitation d'hydrocarbures sur un territoire d'environ 2.510 km². *Australis* a qualifié sa décision de « décevante » et a également regretté de n'avoir reçu « aucun soutien ou aide du gouvernement », en particulier « d'efforts pour fournir des informations claires, concises et précises » à la population et aux autorités municipales sur les opérations menées par l'entreprise.

DIVERS

- **La baisse de la TVA sur l'électricité a été adoptée en conseil des ministres**

Le conseil des ministres du 3 septembre a entériné la baisse de la TVA sur l'électricité prévue par le Budget 2020. La mesure met en place un nouveau régime tarifaire pour la consommation d'électricité domestique pour les puissances inférieures à 6,9 kVA. Un taux réduit de 13 % sera appliqué sur les 100 premiers kWh de consommation, au-delà de ce seuil le taux de TVA normal (23 %) continuera à s'appliquer. Les familles nombreuses (ménages de plus de 5 personnes) bénéficieront d'une majoration de 50 % de leur consommation couverte par le taux réduit (jusqu'à 150 kWh). D'après le gouvernement cette mesure devrait concerner 5,2 M de consommateurs (86 % des contrats de basse tension). Elle est complémentaire avec le régime de TVA réduit mis en œuvre en 2019 qui prévoit un taux de 6 % sur la composante fixe des tarifs d'accès au réseau électrique pour les contrats inférieurs à 3,45 kVA. Le nouveau régime entrera en vigueur le 1^{er} décembre 2020 pour les ménages moins nombreux et le 1^{er} mars 2021 pour les familles nombreuses.

Pour rappel, la mesure était prévue dans le Budget 2020 depuis son entrée en vigueur, le gouvernement avait été la cible de critiques l'accusant de temporiser la mise en œuvre de la mesure. Selon le ministre des Finances, João Leão, la mesure devrait permettre des économies d'environ 18 €/an pour les ménages de moins de 5 personnes et de 27 €/an pour les familles nombreuses. La perte de recettes fiscales est chiffrée à 151 M€, un montant « significatif mais contrôlé » d'après João Leão. Il a rappelé que la mesure visait également à promouvoir une consommation plus modérée et a par ailleurs indiqué qu'une réduction de la TVA dans la restauration n'était pas exclue pour aider le secteur à faire face aux conséquences de la pandémie.

- **Les élites portugaises classées au 14^{ème} rang mondial dans un nouveau classement**

Le Portugal est classé 14^{ème} du premier indice destiné à évaluer [la qualité des élites \(EQx\)](#) et qui porte sur 32 pays au niveau mondial, devant la France (15^{ème}), l'Espagne (18^{ème}) et l'Italie (17^{ème}). L'une des responsables de l'étude au niveau national, Claudia Ribeiro, professeure à la Faculté d'Economie de Porto, estime que de « façon inattendue, le Portugal se démarque des autres pays du Sud ». L'étude se fonde sur quatre « piliers » : pouvoir politique (mesure le degré de « captation » du pouvoir politique par des groupes d'intérêts), pouvoir économique (mesure la domination des industries et des entreprises), valeur politique (politiques de redistribution) et valeur économique (création de valeur). Le rapport pointe cependant des disparités importantes : le Portugal est au 10^{ème} rang en termes de valeur économique (6^{ème} en termes de libre échange et 7^{ème} pour l'attraction des IDE) créée par les élites et 25^{ème} en « valeur politique » (25^{ème} pour les disparités régionales et pour le poids de la fiscalité des entreprises).

Responsable de la publication : Ronan Venetz

Ambassade de France à Lisbonne,
Service économique
R. Santos-O-Velho 5,
1249-079 – Lisbonne

Rédigé par : Louis Diéval

Abonnement/désabonnement :
lisbonne@dgtresor.gouv.fr



Internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT>

Suivez-nous sur Twitter : @DGTresor_Iberia 

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.